

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 91
N^o 25.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 30
NO NOVEMA 1942.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

Pages

1942 14 nov.	Décision n ^o 911 a.g.f., désignant les membres du conseil privé chargés de constater la concordance des comptes de gestion du Trésorier-Payeur et du compte définitif de l'administration de l'exercice 1941.....	299
18 nov.	Arrêté n ^o 915 a.g.f., convoquant les conseils de districts de Tahiti pour désigner un représentant aux Délégations Economiques et Financières.	300
18 nov.	Décision n ^o 917 c., modifiant la décision n ^o 743 c., du 28 août 1942, nommant un agent de police auxiliaire.	300
21 nov.	Décision n ^o 932 d., rapportant la décision n ^o 297 c., du 28 août 1941 et nommant M. Hopuare (Raymond), dit Hérault, agent auxiliaire du Service des Douanes.	300
21 nov.	Arrêté n ^o 933 a.p., autorisant la création et le fonctionnement de « l'Association amicale de la Chine libre de Tahiti » (Koo Men Tong)	300
23 nov.	Arrêté n ^o 935 t.d., instituant dans la circonscription de Tahiti et dépendances un groupement des éleveurs.	301
28 nov.	Arrêté n ^o 949 s.g., portant ouverture des Délégations Economiques et Financières pour l'année 1943 et fixant la durée de cette session.....	301
28 nov.	Arrêté n ^o 950 a.e. rapportant certaines modifications à l'arrêté n ^o 631 a.e., du 17 juillet 1942 réglementant la fixation des prix de vente au détail ainsi qu'à son annexe	301
	Extraits.....	302

AVIS OFFICIEL

Enquête de commodo et incommodo. — M. Ah Yun, n ^o 6712, demeurant à Uturoa, (Raïatea).....	302
-------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

DIVERS

Annonces judiciaires.....	302
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n^o 911 a.g.f., désignant les membres du conseil privé chargés de constater la concordance des comptes de gestion du Trésorier-Payeur et du compte définitif de l'administration pour l'exercice 1941.

(Du 14 novembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents :

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'article 400 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission chargée de constater la concordance des comptes de gestion du Trésorier-Payeur et du compte définitif de l'administration pour l'exercice 1941, composée comme suit :

M. M. Guillot, Procureur de la République, Chef
du Service Judiciaire, Conseiller privé, *Président* ;
Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement
et des Domaines, Conseiller privé, *Membre* ;
Ahne, Conseiller privé, —

se réunira sur la convocation de son président, à la Trésorerie de Papeete, pour constater la concordance des comptes annuels de gestion du Trésorier-Payeur et du compte définitif de l'administration. Elle dressera procès-verbal de ses constatations.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 14 novembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 915 a.g.f., convoquant les conseils de districts de Tahiti pour désigner un représentant aux Délégations Economiques et Financières.

(Du 18 novembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la Colonie;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1933 fixant les modalités de l'élection des représentants des conseils de districts de Tahiti, Moorea et de l'archipel des Tuamotu dans les Délégations Economiques et Financières;

Considérant que M. Teriieroo a Teriierooiterai vient d'être nommé membre suppléant du conseil privé de la Colonie, fonction incompatible avec celle de représentant des conseils de districts de Tahiti aux Délégations Economiques et Financières,

Vu les avis concertés du Secrétaire Général et du Chef de la circonscription administrative de Tahiti et dépendances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les conseils de districts de Tahiti se réuniront le dimanche 6 décembre 1942 pour désigner un représentant des conseils de districts de Tahiti au sein des Délégations Economiques et Financières.

Art. 2. — Le Chef de la circonscription de Tahiti et dépendances est chargé dans les formes et conditions prévues par l'arrêté du 23 janvier 1933 de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1942.

ORSELLI.

DÉCISION n° 917 c., modifiant la décision n° 743 c., du 28 août 1942, nommant un agent de police auxiliaire.

(Du 18 novembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire;

Vu la décision n° 743 c. du 28 août 1942 portant nomination d'un agent de police au village de Faaha, district de Hauino (île Tahaa),

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de la décision n° 743 c., du 28 août 1942, est modifié comme ci-après :

M. Tihoti a Taumaa, marié, est nommé agent auxiliaire du Service local de 5^e catégorie, 37^e degré, ses appointements se décomposant comme suit :

Agent de police	1.440 frs	imputables au chap. 4 du budget local.
Courrier-piéton	240 »	— — — 8 — —

Total 1.680 frs

M. Tihoti a Taumaa est affecté à la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent en qualité d'agent de police du village de Faaha, district de Hauino (île Tahaa).

Le reste sans changement.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1942.

ORSELLI.

DÉCISION n° 932 d., rapportant la décision n° 297 c. du 28 août 1941 et nommant M. Hopuare Raymond dit Hérault, agent auxiliaire du Service des Douanes.

(Du 21 novembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu la décision n° 297 c., du 28 août 1941, détachant M. Hopuare Raymond, dit Hérault, du Service des Douanes pour remplir les fonctions de comptable de la Légion Valmy;

Vu la lettre en date du 26 juillet 1942 de M. Hopuare Raymond dit Hérault,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La décision n° 297 c., du 28 août 1941, détachant M. Hopuare Raymond, dit Hérault, du Service des Douanes pour remplir les fonctions de comptable de la Légion Valmy est rapportée pour compter du 1^{er} novembre 1942.

Art. 2. — M. Hopuare Raymond, dit Hérault, est de nouveau affecté au Service des Douanes en qualité d'agent auxiliaire de 2^e catégorie, 17^e degré du Service local.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 933 a.p., autorisant la création et le fonctionnement de "l'Association amicale de la Chine libre de Tahiti" (Koo Men Tong).

(Du 21 novembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 12 avril 1939, relatif à la constitution des associations étrangères;

Vu le décret du 18 avril 1939 déterminant les conditions d'application aux colonies du précédent;

Vu la demande formulée par le bureau provisoire de "l'Association amicale de la Chine libre" en date du 14 octobre 1942;

Vu l'avis favorable du Procureur de la République, chef du Service Judiciaire;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont autorisés la création et le fonctionnement de l'association amicale et de bienfaisance dite "Association amicale de la Chine libre de Tahiti" (Koo Men Tong), dont le siège est à Papeete, dans les conditions précisées par les statuts ci-annexés approuvés par le Gouverneur.

Art. 2. — L'autorisation ci-dessus est valable pour une durée d'un an à compter de la date de promulgation du présent arrêté. Elle pourra être renouvelée tous les ans pour une nouvelle période d'une année, sur une demande écrite du président de l'association adressée au Chef de la Colonie.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 935 t.d., instituant dans la circonscription de Tahiti et dépendances un groupement des éleveurs.

(Du 23 novembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 17 janvier 1942 autorisant les gouverneurs des possessions françaises du Pacifique à procéder par voie d'arrêté à des groupements de producteurs, commerçants patentés et consommateurs,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est institué dans la circonscription de Tahiti et dépendances un groupement des éleveurs.

Les règles de constitution et de fonctionnement de ce groupement sont celles prévues par le décret du 17 janvier 1942 susvisé.

Le bureau élu par les adhérents est présidé par le Chef de la circonscription administrative de Tahiti et dépendances.

Art. 2. — L'objet essentiel de ce groupement est d'apporter l'appui de son organisation et de ses compétences à l'autorité locale en ce qui concerne d'une part, la protection du cheptel et, d'autre part, le ravitaillement de la population en viande fraîche.

Art. 3. — Un règlement intérieur, soumis à l'approbation du Gouverneur, fixera les détails d'organisation et de fonctionnement du groupement.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 novembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 949 s.g., portant ouverture des Délégations Economiques et Financières en session ordinaire pour l'année 1943 et fixant la durée de cette session.

(Du 28 novembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 instituant les Délégations Economiques et Financières dans la colonie;

Vu les décrets des 17 mai 1933, 6 novembre 1935 et 10 juin 1938 modifiant le décret du 1^{er} octobre 1932;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil Privé entendu le 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les Délégations Economiques et Financières se réuniront en session ordinaire le lundi 21 décembre 1942 à huit heures dans la salle de l'Ecole Communale près la Mairie de Papeete.

Art. 2. — La date de la clôture de cette session est fixée au 9 janvier 1943.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 950 a.e., apportant certaines modifications à l'arrêté n° 631 a.e., du 17 juillet 1942 réglementant la fixation des prix de vente au détail ainsi qu'à son annexe.

(Du 28 novembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 631 a.e., du 17 juillet 1942 réglementant la fixation des prix de vente au détail et son annexe;

Vu l'avis émis par la Commission de surveillance des prix dans sa séance du 23 novembre 1942;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'art. 3 de l'arrêté n° 631 a.e., du 17 juillet 1942 réglementant la fixation des prix de vente au détail des marchandises importées est modifié comme suit :

« Art. 3. — Pour l'établissement des prix de vente au détail à Papeete ou des prix de vente aux commerçants revendeurs la majoration bénéficiaire brute du prix de revient, calculé comme il est indiqué à l'art. 2 ne peut excéder les pourcentages « figurant sur la liste annexée au présent arrêté ».

Le reste sans changement.

Art. 2. — Les modifications suivantes sont apportées à l'annexe à l'arrêté n° 631 a.e., susvisé :

1^o - 3^o colonne en tête au lieu de : Majoration bénéficiaire pour la vente aux revendeurs soit des goélettes, soit des îles autres que Tahiti.

LIRE : Majoration bénéficiaire pour la vente aux commerçants revendeurs.

2^o - au lieu de : Tissus de cotonnades : calicot - cretonne - cou-til - nansouk - sheeting - toile de coton - tobralco - indian head - toile nationale - kaki - Vichy - zéphyr - denim - tulle à moustiquaire - toile à matelas..... 25 % 8 %

LIRE : Tissus de cotonnades : calicot - cretonne - cou-til - nansouk - sheeting - toile de coton - tobralco - indian head - toile nationale kaki - Vichy - zéphyr - denim - tulle à moustiquaire - toile à matelas.... 15 % 5 %

3^o - au lieu de : Produits de beauté, lingerie fine, tissus de rayonne, soieries..... 33 % 11 %

LIRE : Produits de beauté, lingerie fine.. 33 % 11 %
Tissus de rayonne, soieries..... 20 % 7 %

4° - ajouter à la liste des articles de 2° nécessité :

appareils de réception radiophonique..... 15 % 5 %
accessoires et pièces détachées pour appareils de réception radio-
phonique..... 30 % 10 %

Le reste sans changement.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1942.

ORSELLI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET.

1. — *Par décision n° 941 du 26 novembre 1942.* — Pour compter du 16 novembre 1942, M. Teriitevaearai (Auguste), agent auxiliaire, à titre temporaire, chargé de l'école de Tevaitoa (Raïatea), est licencié de son emploi pour raison de santé.

2. — *Par décision n° 942 du 26 novembre 1942.* — Pour compter du 1^{er} octobre 1942, M. Barsinas (Adrien), agent auxiliaire de 5^e catégorie, 38^e degré, agent de police à Tahuata (Marquises Sud), (décision n° 914 c., du 6 novembre 1940), est reclassé au 37^e degré de la même catégorie, ses appointements se décomposant comme suit :

Agent de police	1.440 frs
Augmentation familiale (1 enfant)	240 »
Total	1.680 »

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 914 du 14 novembre 1942.* — Est acceptée la démission de M^{me} Parker Marguerite épouse Doom Léon, de ses fonctions d'institutrice auxiliaire à l'école de Mataura (Tubuai), pour compter du 1^{er} novembre 1942.

Pour compter de la même date, M. Florès Nicolas, titulaire du Certificat d'études primaires élémentaires métropolitain, est nommé, à titre temporaire, agent auxiliaire du Service local aux appointements mensuels de 850 francs exclusifs de toute indemnité et affecté à l'école de Mataura (Tubuai) en remplacement de M^{me} Doom Marguerite.

2. — *Par décision n° 936 du 25 novembre 1942.* — M. Teamo a Tama, instituteur de 6^e classe du cadre local en stage de réimprégnation à l'Ecole Centrale, est affecté à l'école de Takaroa (Tuamotu) en remplacement de M. Tapu Raituia, pour compter du 25 novembre 1942.

AVIS OFFICIEL

Enquête de *commodo et incommodo*.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête « de

commodo et incommodo » est ouverte, pendant quinze jours, à compter du 15 décembre 1942, sur une demande formulée par M. Ah Yun n° 6712, commerçant, demeurant à Uturoa-Raïatea, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un distributeur d'essence à proximité de son magasin, sis à Uturoa, et un entrepôt d'essence en dehors des limites de la commune.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 décembre 1942, à 17 heures.

M. G. Allain, commis des services civils en service aux îles Sous-le-Vent, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 25 novembre 1942.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e Léonce BRAULT, Défenseur à Papeete.

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première-Instance de Papeete, le 19 juin 1942, enregistré et signifié,

Entre : M. Charles Teriitua a TAPII, - pourvu de l'Assistance Judiciaire -

Ayant M^e L. BRAULT, pour Défenseur.

Et : M^{me} Taimai, Yvonne TARAIHAU.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre lesdits époux TAPII-TARAIHAU, aux torts et griefs de l'épouse.

Pour extrait :

Léonce BRAULT, *Défenseur*.

Insertion en vertu de l'article 88 du 21 novembre 1933.

Le Greffier du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, île Tahiti, informe M^{me} Henriette, Julia SIQUIER, sans domicile ni résidence connus, que M. le Président a fixé au 4 Décembre 1942 à 8 heures 30, l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre elle et M. R. P. BONNET, au sujet d'une action en divorce (reprise d'instance).

Le Greffier,
M. PENI.

ASSOCIATION AMICALE DE LA CHINE LIBRE DE TAHITI

« KOO MEN TONG »

officiellement reconnue par Son Excellence le Maréchal CHANG KAI CHECK et le Gouvernement de CHUNG KING.

Article 1^{er}. — Il est créé à Papeete, île Tahiti, sous réserve de la haute approbation de M. le Gouverneur des Etablissements Français Combattants de l'Océanie, un groupement dit " ASSOCIATION AMICALE DE LA CHINE LIBRE DE

TAHITI", dite « **KOO MEN TONG** » sis dans un local de la Rue du Maréchal Foch à Papeete.

Art. 2. — Les buts de cette association sont :

- a) Propager l'instruction et l'éducation populaire parmi ses membres tant en Français, Chinois et Tahitien, à encourager les agriculteurs et les artisans.
- b) de pratiquer la bienfaisance.
- c) de sympathiser et de collaborer, selon ses moyens, dans la mesure que leur statut d'étrangers le permet, avec les autorités de la France Combattante à Tahiti.
- d) de collaborer également avec la Croix Rouge Internationale.
- e) de former et d'encourager leurs membres à devenir des éléments utiles à la colonie qui leur accorde si généreusement l'hospitalité.
- f) d'interdire toute espèce de jeux de hasard, de défendre expressément de fumer l'opium et de lutter contre l'alcoolisme.
- g) d'aider à développer les sports parmi ses membres.
- h) de tenir une bibliothèque et une salle de lecture.
- i) d'établir en quelque sorte un groupement pour suivre la marche du progrès démocratique et de la civilisation.

Art. 3. — Toute personne d'une conduite irréprochable et reconnue comme telle par le Bureau pourra être admise dans la Société après décision du Conseil de Surveillance de la dite Société.

La Société est administrée par un Bureau se composant d'un Comité Exécutif se composant de sept membres titulaires et de trois membres suppléants.

Il sera élu parmi eux un Président, un vice-président, un secrétaire en langue chinoise et un secrétaire en langue française (Ce dernier peut être désigné hors des membres du Comité Exécutif).

Art. 4. — Les finances seront administrées par un Comité se composant de trois commissaires aux comptes titulaires et de deux suppléants ; savoir : un trésorier, deux trésoriers-adjoints et deux membres. Les membres de ce Comité seront désignés par le Comité exécutif et après décision du Conseil de surveillance.

Art. 5. — Le comité exécutif ne peut délibérer valablement que si la moitié, au moins, de ses membres assistent à la séance. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage.

Art. 6. — Les membres titulaires et suppléants du comité exécutif sont élus à la majorité en assemblée annuelle ordinaire qui aura lieu dans le courant de Janvier.

Art. 7. — A cette assemblée générale sera aussi nommé un conseil de surveillance composé de trois membres titulaires et de deux suppléants. Il sera élu parmi eux un Président et un Secrétaire.

Art. 8. — Les membres du Comité Exécutif et du Conseil de surveillance sont rééligibles. Ces fonctions sont honorifiques.

Art. 9. — Assemblée Générale : Les sociétaires seront convoqués par voie d'annonce dans le Journal Officiel de la Colonie; cinq jours au moins avant la date de l'assemblée

qui mentionnera l'ordre du jour arrêté par le Comité Exécutif. En cas d'urgence l'Assemblée Générale peut être convoquée extraordinairement, soit par le Comité exécutif, soit par le Conseil de surveillance.

Art. 10. — L'Assemblée Générale se compose de tous les membres de l'Association représentés personnellement ou par mandataire muni d'un pouvoir écrit et spécial qui devra être déposé entre les mains du Secrétaire de l'assemblée, avant la délibération de l'Assemblée Générale. Aucun mandataire ne pourra représenter plus d'une personne. Chaque membre a droit à une voix seulement en son nom et la voix qu'il représentera. Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Art. 11. — Si un tiers du nombre des membres est présent, l'Assemblée Générale est régulièrement constituée (à l'exclusion des membres démissionnaires et exclus)..

Art. 12. — Dans le cas où l'Assemblée générale ne réunira pas le quorum nécessaire à la validité de ses délibérations, une seconde assemblée générale sera convoquée dans l'intervalle de quinze jours ; à cette seconde assemblée, les délibérations seront valablement prises quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 13. — La réunion du Comité Exécutif et du Conseil de Surveillance, en cas d'absence ou d'empêchement de certains membres titulaires, les membres suppléants peuvent être appelés à les remplacer pour une ou plusieurs séances. En cas de démission ou de décès d'un ou plusieurs membres titulaires du Comité Exécutif, il pourra être pourvu à son remplacement dans l'ordre de leur élection, par un ou plusieurs membres suppléants.

Art. 14. — La Société n'aura comme ressource que :

- 1°) le versement des mises d'entrée ;
- 2°) » » cotisations
- 3°) » » dons faits par les sociétaires ou des personnes étrangères.

Les sociétaires sont soumis à une mise d'entrée de 100 frs, et une cotisation mensuelle de 3 francs. La mise d'entrée est payable à l'admission et la cotisation est payable d'avance. L'augmentation ou la réduction des versements des mises d'entrée et des cotisations pourra être modifiée par la réunion du Comité Exécutif, après la décision du Conseil de surveillance.

Art. 15. — Le Bureau statue sur les exclusions après décision du Conseil de surveillance.

Art. 16. — Toute modification aux présents statuts devra être soumise à l'assemblée générale par le Comité Exécutif. La nomination du Comité Provisoire est :

Comité exécutif :

MM. Lo Kim Ming	N° 2243	Président
Chang King	N° 4903	Vice-Président
Yee Man Ting	N° 4009	Secrétaire
Chong Yan	N° 4106	Membre
Youn Thong	N° 6607	—
Chung Lap	N° 1878	—
Chong Kiao	N° 3350	—
Lao Pao	N° 2321	Membre suppléant
Yat Lee	N° 5158	—

Conseil de surveillance :

MM. Moo Fat	N° 1118	<i>Président</i>
An Tai	N° 6305	<i>Secrétaire</i>
Ho Wan	N° 3147	<i>Membre</i>
Lau Yan Kin	N° 4334	<i>Membre suppléant</i>
Lao Hi	N° 4431	—

Papeete, le 9 octobre 1942.

Approuvé :

Le Gouverneur,
G. ORSELLI.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

RECUEIL

des lois, décrets, arrêtés ministériels,
arrêtés et décisions locaux
EN VIGUEUR

dans les Etablissements français de l'Océanie.

Prix des quatre volumes : 1.250 francs.

PROCÈS-VERBAUX

des Délégations Economiques et Financières.

SESSIONS ORDINAIRES 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939 ET 1940.

PRIX BROCHÉS :	ANNÉE 1933 :	20 francs.
— —	ANNÉE 1934 :	25 francs.
— —	ANNÉE 1935 :	20 francs.
— —	ANNÉE 1936 :	30 francs.
— —	ANNÉE 1937 :	25 francs.
— —	ANNÉE 1938 :	30 francs.
— —	ANNÉE 1939 :	30 francs.
— —	ANNÉE 1940 :	30 francs.

TAHITI ET SES ARCHIPELS

PRIX BROCHÉ : **12 francs.**

ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE DU PACIFIQUE

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : **30 francs.**

JOURNAL DE MAXIMO RODRIGUEZ

Premier européen ayant habité Tautira en 1775.

Prix broché : **10 francs.**

LOIN DU MÉDECIN

Prix broché : **7 fr. 50.**

" OCEANIA "

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : **20 FRANCS.**

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : **2 fr. 50.**

SÉMAPHORE DE PAPEETE

Prix en feuille : **1 franc.**